



FAMILLES DES DISPARUS

# «Farouk Ksentini nous a trahis»

**L**es familles des disparus ont manifesté hier devant le siège de la CNCPPDH pour protester contre l'installation officielle par le président de la République du mécanisme ad hoc de prise en charge de la question des disparus. Pour ces familles qui ont répondu à l'appel au rassemblement organisé par SOS Disparus, Ksentini, président de la Commission nationale des droits de l'homme, «a trahi les familles des disparus. Il n'a pas tenu ses promesses». Et que le comité ad hoc s'inscrit dans un cadre électoraliste. «Le président de la République veut encore nous utiliser pour se faire élire. Pourquoi installer maintenant cette commission et sans consulter les familles des disparus. Abdelaziz Bouteflika a bien déclaré que les disparus n'étaient pas dans sa poche. Pourquoi décide-t-il aujourd'hui de prendre en charge ce problème, si ce n'est en vue de l'élection présidentielle», tiennent à souligner les représentants des familles des disparus qui estiment que cette nouvelle structure n'aboutira à rien «Ni des représentants de ces familles ni nos avocats ou des délégués de la Ligue algérienne des droits de l'homme ne siègent au niveau de cette instance. Nous avons les dossiers complets des 7400 disparus avec



Une autre manifestation pour protester contre la mauvaise prise en charge du dossier des disparus

tous les détails sur leurs disparitions», signalent-ils avant de dire : «Qu'ils ne viennent pas nous dire que nos enfants sont morts et nous proposer des indemnités. Nous refusons catégoriquement dès maintenant cette offre.» Dans une déclaration rendue publique, SOS Disparus relève que le mécanisme en question, dont le président et certains membres sont issus de la CNCPPDH, a commencé à travailler dès samedi dernier au sein même de la Présidence de la République. «Pour-tant, les membres n'ont toujours pas connaissance des prérogatives que leur confère leur mandat dont le texte, d'après Farouk Ksentini,

sera publié prochainement dans le Journal officiel.» Pour SOS Disparus, quelle crédibilité accorder à un tel instrument, alors que Farouk Ksentini «lui-même a déjà rendu son verdict en déclarant à la fin de l'année 2002 qu'il ne pouvait concevoir l'armée algérienne comme responsable de tels actes. De même, le président de la République ne fait aucune allusion à la responsabilité directe des services de sécurité algériens dans les disparitions forcées. Une telle position ne permet pas d'accorder le moindre crédit à l'action à venir du mécanisme ad hoc de prise en charge de la question des disparus». **Djamila Kourta**

Ed WATAN 25/09/2003